



Contre les plans d'austérité et la casse des services publics, unissons-nous et mobilisons-nous le 18 septembre prochain !

Septembre 2025

En cette rentrée 2025, la valse des gouvernements et des ministres se poursuit. Dans quelques jours devrait intervenir la nomination d'un 7^e ministre de l'Éducation nationale en 3 ans !

La seule stabilité observée, c'est l'attaque frontale des gouvernements successifs contre les services publics et ses agents, accusés d'être responsables du déficit budgétaire du pays et sur le dos desquels il faudrait faire des économies ! La dette est le prétexte à une casse sans précédent des services publics et de nos droits.

Les différents projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale qui se succèdent pour 2026 vont toujours plus loin dans l'austérité et prévoient la réduction des budgets des ministères, des suppressions de postes, des restructurations, des plans de non-remplacement de départ à la retraite de fonctionnaires, la disparition d'agences, de missions, de jours fériés, de droits en cas de maladie ou de chômage...

Les gouvernements successifs ne proposent rien de bon pour la fonction publique. Le seul horizon : rigueur budgétaire et remise en cause du Statut général des fonctionnaires.

Cette violence sociale à l'encontre des agents publics est inadmissible !

Et nous savons que la chute du gouvernement Bayrou et la nomination du Premier ministre Lecornu ne signifie en rien l'arrêt de ces mesures anti-fonctionnaires et du plan de destruction des acquis sociaux.

Rappelons la réalité de nos salaires :

Le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'est effondré avec les gels récurrents du point d'indice. Au 1^{er} janvier 2025, on enregistre une perte sèche de 31,5% de pouvoir d'achat depuis 2000 !

Ce gel du point d'indice a pour conséquence une dévalorisation de la grille indiciaire.

- Les premiers échelons de la catégorie C doivent être régulièrement rehaussés pour que les agents ne soient pas rémunérés en dessous du SMIC. Un agent de catégorie A débute sa carrière à 142 euros bruts au-dessus du SMIC.
- Les progressions de carrière sont minimales en termes de salaire : un agent de catégorie C gagne en 20 ans de carrière 103 euros bruts supplémentaires/mois, 20 euros bruts supplémentaires/mois pour un agent de catégorie B en 10 ans de carrière, un agent de catégorie A touche quant à lui 443 euros bruts supplémentaires/mois après 10 ans de carrière.
- Sans compter les situations absurdes d'inversion de carrière dans les cas de changement de corps.

D'autres mesures aggravent la paupérisation des agents publics :

- la suppression de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA),
- la diminution de l'indemnisation pour congé maladie ordinaire à 90 % du salaire,
- le jour de carence,
- l'absence de mesure catégorielle annoncée ;

Et nous ne savons pas si un CIA sera bien versé en fin d'année !

Comme dans l'ensemble de l'administration, le recrutement de contractuels s'est fortement développé à l'administration centrale, puisqu'ils représentent aujourd'hui 22% des personnels. Les projets de diminution des effectifs récemment demandés aux ministères par Bercy inquiètent légitimement ces agents qui restent souvent précarisés. Nous revendiquons le maintien de tous ces collègues, un plan de titularisation de tous les contractuels qui le souhaitent et exigeons l'application du principe « à travail égal, salaire égal ».

Les économies se font aussi sur les conditions de travail des agents de l'administration centrale avec des resserrements de personnels partout, des projets immobiliers d'ampleur motivés par les économies de m² et déjà, l'installation du flex-office et de l'open-space dès que possible !

Contre les politiques d'austérité, pour défendre l'augmentation des salaires, nos droits, les services publics et la Sécurité Sociale de 1945 gravement remis en cause, pour l'abrogation de la réforme des retraites, mobilisons-nous !

Le SNPMEN-FO s'inscrit dans l'appel de la totalité des organisations syndicales à la mobilisation interprofessionnelle le jeudi 18 septembre 2025.

Mobilisons-nous contre les plans d'austérité et la destruction du service public et de la Sécurité Sociale !

Ensemble, revendiquons :

- ***Une revalorisation immédiate de 10% du point d'indice et un plan de rattrapage des pertes subies depuis 2000.***
- ***Une refonte des grilles indiciaires pour en finir avec la smicardisation de nos salaires.***
- ***L'abrogation immédiate du jour de carence dans la fonction publique.***
- ***Le rétablissement du maintien intégral de la rémunération en cas d'arrêt maladie, dès le premier jour.***
- ***Non aux suppressions de postes, aux surcharges de travail pour les collègues.***
- ***Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques.***
- ***L'abrogation de la réforme des retraites.***
- ***La défense de la Sécurité Sociale de 1945.***

www.snpmen-fo.fr

FO résister, revendiquer, reconquérir

Parce que, plus que jamais, l'action collective et déterminée est la seule issue qui peut garantir la défense des intérêts de chacun,

S.N.P.M.E.N – FO - 110 rue de Grenelle 75007 PARIS – tél : 01. 55.55.34.02

Local FO situé au 97 rue de Grenelle - pièce 605 - 6^{ème} étage

☐ Mail : fosnpmen.syndicat-ac@education.gouv.fr